

« La filière automobile est quasiment perdue » : les équipementiers français tirent la sonnette d'alarme

P.-D.G du groupe toulousain Actia, Jean-Louis Pech préside la Fédération des industries des équipementiers pour véhicules (FIEV). Une filière qui, crise de l'automobile oblige, devrait perdre 10 000 emplois dans les deux ans. Dans un entretien au Télégramme, il appelle les responsables politiques à agir, et vite. On a eu le covid, la crise des composants électroniques qui a mis à mal des productions, la guerre en Ukraine avec tout le problème de l'énergie, puis l'inflation derrière. C'est une crise de plus dans un monde qui est extrêmement difficile depuis des années. Cela met en péril les entreprises et cela fatigue les entrepreneurs.

Ce que l'on sait, c'est que l'automobile est face à une révolution très forte. Une révolution qui est d'abord technologique, avec le véhicule électrique puis la digitalisation. Mais cela ne date pas d'aujourd'hui. On l'avait vu venir. Nous sommes allés jouer sur un terrain que les Chinois ont préparé. Ils avaient une vision stratégique.

Qu'elle n'a pas eue et qu'elle a subie alors que les Chinois ont fait l'analyse de la création de valeur et se sont positionnés, depuis les matières premières dans les mines jusqu'à la production, dans un plan à 20 ans qu'ils déroulent. Cela illustre l'incapacité de l'Europe à définir une stratégie industrielle.

Si on regarde tous les indicateurs, on voit qu'on n'y sera pas. Mais on a toujours dit que la priorité est d'avoir un objectif. Si c'est 2036, 2038 ou 2040, ce n'est pas grave. L'important, c'est que tous les acteurs partagent ce même objectif. Cela a conduit à des plans d'investissement majeurs chez les constructeurs et les équipementiers. Le job a été fait.

Je ne crois pas que ce soit créateur d'instabilité. Je crois que c'est l'expression de l'instabilité. Les équipes vont se mettre en place, les styles vont changer mais on constate que le pouvoir n'est plus en France. Peut-être pour Renault encore un peu mais pour Stellantis, c'est terminé. Il s'est déplacé vers l'Italie et les États-Unis. Les équipes françaises vont être sans doute de plus en plus en souffrance dans les années à venir. C'est regrettable quand on sait que la France a été un des pays qui a inventé l'automobile. Aujourd'hui, le premier constructeur de véhicules légers en France, c'est Toyota. On produit moins de 1,5 million de véhicules légers français alors qu'on en a produit jusqu'à 4 millions. On a régressé.

On ne sait pas encore précisément mais cela aura un impact négatif.

On perdra des marchés, des volumes, du coup, on réduira les effectifs et des sites industriels s'installeront ailleurs en Europe, là où on enregistre une meilleure performance. La France est déjà très mal classée en matière de compétitivité au sein des pays européens. Nous sommes les pires en matière de coûts salariaux. Sans parler d'être les meilleurs, tâchons d'être dans la moyenne, ainsi que pour les impôts de production.

Il faut simplifier et alléger les charges car on fait tout pour alourdir notre industrie. On voudrait la tuer, on ne s'y prendrait pas mieux que cela. Regardez la courbe de production des véhicules français en France, regardez les équipementiers français détenus par des capitaux français en France. Le résultat de nos politiques, en 40 ans, c'est un PIB industriel à moins de 10 %. C'est comme à l'école, on regarde les notes. La France a de très mauvaises notes.

Ce sont 56 000 salariés et cela représente à peu près 17 milliards d'euros d'activité. Il y a dix ou quinze ans, c'était 30 à 40 % de plus.

À court terme, soit deux ans, c'est à peu près 10 000 emplois.

Il faut être capable d'investir et pour être capable d'investir, il faut des volumes, donc il faut trouver suffisamment de donneurs

d'ordre de proximité. Quand votre marché se rétrécit, et que vous n'investissez plus faute de volume, votre outil commence à vieillir et vous décrochez. On ne le dit pas assez fort : notre pays manque de culture industrielle et cela fait quarante ans que ça dure. La priorité doit être la création de richesse et l'industrie automobile est un outil de création de richesse et de souveraineté. Mais en France, la filière automobile est quasiment perdue.

Mais oui c'est grave ! C'est pour cela que l'on se bat comme des chiens ! L'industrie automobile française ne pèse plus qu'1,5 % du marché mondial. Le Maroc n'est pas loin de produire autant de voitures que nous. Il vise les deux millions.

Oui, grâce à nos écoles, nos jeunes, notre capacité dans les entreprises à travailler ensemble, parce que, quoi qu'on en dise, dans les entreprises, ça bosse fort. Ce n'est pas être sombre pour être sombre. C'est une vision réaliste de la situation. J'ai l'impression, aujourd'hui, qu'on ne veut pas voir. Il faut mettre en place des plans d'action. Il va falloir se faire mal, il va falloir faire des choix. C'est aux politiques de le décider. Mais on ne pourra pas continuer à dépenser à crédit. Ça ne marche plus. Et imaginer que l'on va taxer davantage la création de richesses, c'est le plus mauvais choix que l'on puisse faire.